



République centrafricaine (RCA)	Analyse de la situation de l'insécurité alimentaire - novembre 2014 à mars 2015	Octobre 2014
--	--	---------------------

- (i) **Détérioration de l'insécurité alimentaire suite à la recrudescence du conflit depuis décembre 2013.**
- (ii) **Les moyens d'existence, spécialement le cheptel et la production vivrière, sont particulièrement affectés.**
- (iii) **L'assistance humanitaire est cruciale pour accompagner les ménages les plus fragilisés à traverser la période de soudure à venir qui sera plus précoce (mars 2015).**

Principaux résultats pour les zones les plus touchées

Zones le plus touchées : une Préfecture (Ouham) et dix Sous-Préfectures (Bimbo, Boda, Berberati, Bocaranga, Ngaoundaye, Sibut, Dékoa, Mala, Kaga-Bandoro, Obo) sont classées en phase 4, Urgence. La phase 3 (crise) est présente en 11 Préfectures : Kémo, Nana-Gribizi, Ombella-M'Poko, Mambéré-Kadéï, Ouham-Péndé, Nana-Mambéré, Ouaka, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Mbomou et Haut-Mbomou.

En absence de données récentes et complètes sur la nutrition et la mortalité, l'analyse est basée sur les seuils IPC de la consommation alimentaire et les moyens d'existence.

Consommation alimentaire

Le Score de Consommation Alimentaire (SCA), qui fournit information sur la quantité et la qualité des aliments a servi d'indicateur principal de consommation alimentaire. Le SCA indique que les Préfectures dans la situation pire en termes de diversité alimentaire, fréquence des repas et consommation de groupes d'aliments nutritionnels (où le SCA limite et pauvre combiné est supérieure à 20%) sont : Ombella-M'Poko, Lobaye, Mambéré-Kadéï, Nana-Mambéré, Ouham-Péndé, Ouham, Nana-Gribizi, Mbomou. En Novembre 2013, le SCA pauvre (8%) et limite (42%) combinés était supérieure à 20% à Vakaga, soulignant une amélioration dans la préfecture par rapport aux autres.

Evolution des moyens d'existence

Plus de 20% de ménages dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Haut-Mbomou, Mambéré-Kadéï, Ouham, Ouham-Péndé et dans la ville de Bangui adoptent des mécanismes que l'EFSA définit de détresse (ex. vente de terrain, mendier, activités illégales), synonymes d'urgence humanitaire (IPC phase 4). Une augmentation des populations qui ont adoptées les stratégies de détresse est enregistrée, allant de 6% à 17% entre Novembre 2013 et 2014.

Résumé narratif des causes, du contexte et des principaux problèmes

La République centrafricaine figure parmi les pays les plus pauvres avec un indice de développement humain le plaçant au 180^{ème} rang sur 186 pays (PNUD, 2013) et un PIB/hab. de 446 USD en 2012. Les principaux moyens d'existence dans le pays sont l'agriculture vivrière (manioc, maïs, arachide, sorgho, mil), l'enlavage, les cultures de rente (café, agrumes, coton), l'élevage, l'exploitation minière (diamant et or), la chasse, pêche et/ou la cueillette.

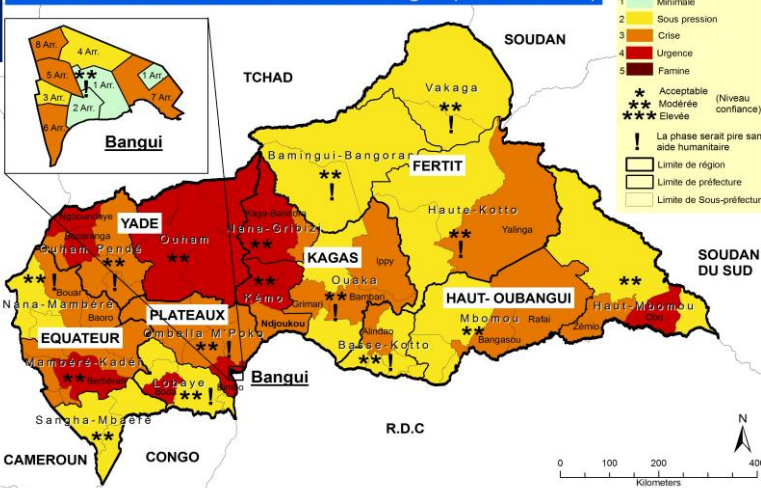
En 2013, le PIB avait baissé de 37% par rapport à 2012. Le secteur agricole a été largement affecté et a enregistré une contraction de 46% en 2013, la production vivrière de 2014 est estimée à 762 690 tonnes, soit une baisse de 58% par rapport à celle d'avant la crise. Même avec une augmentation de 11% de la production due au manioc, un déficit céréalier de 56 868 tonnes en 2014/15 est dégagé, après la prise en compte des prévisions d'importations commerciales et d'assistance alimentaires. On a enregistré une chute d'entre 67% et 77% effectifs du cheptel par rapport au niveau près-crise – suite aux pillages et vols opérés par les groupes armés. On registre aussi une chute de 40% des captures de poissons suite à la perte d'équipement.

En plus des pertes des moyens d'existence et de la déstructuration du tissu social, on dénombre 412 902 personnes déplacées en octobre 2014, dont 325 694 dans différentes localités du milieu rural et 87 208 à Bangui (Commission Mouvement de la Population).

L'actuelle analyse IPC qui a été faite après la période des récoltes montre une amélioration par rapport à avril 2014 (période de soudure), mais reste préoccupante par rapport à la même période de l'année dernière (novembre 2013) suite à l'effet additionnel de l'érosion des moyens d'existence et à l'extension géographique de la crise.

Attention : les frontières, les noms et désignations indiqués dans cette carte n'implique aucune approbation ou acceptation officielle des organisations collaboratrices et partenaires globaux de l'IPC.

RCA: Carte de l'Insécurité alimentaire aiguë (Octobre 2014)



Les partenaires globaux de l'IPC



*The EC in the global partnership is represented by the Joint Research Centre of the European Commission

[illegible]

Méthodes, processus et enjeux principaux

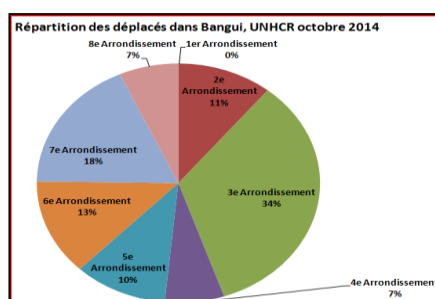
Le présent rapport est le produit du 9^{ème} cycle d'analyse IPC mené du 28 au 31 octobre 2014. Les participants présents proviennent des institutions gouvernementales (MCDMR, Ministère délégué de l'Elevage, Hydraulique, Santé, Urbanisme, Environnement, Economie et Plan, Enseignement Supérieur), des ONG nationales et internationales (ACEDES, JUPEDEC, IRAD, Oxfam, COOPI) et des agences des Nations Unies (FAO, PAM). L'analyse IPC d'octobre 2014 a bénéficié des enquêtes actualisées du CFSAM et de l'EFSA réalisées respectivement en août/septembre et octobre 2014 ainsi que des données de déplacements des populations fournies par la CMP, des informations d'admissions dans les centres nutritionnels fournies par UNICEF, des rapports Mécanisme de Réponse Rapide (Rapid Response Mechanism) et Surveillance Prix réalisés par différentes ONG internationales. Sur la base de toutes ces preuves, les protocoles standardisés de l'IPC ont permis de classer la sévérité et de réaliser la cartographie de l'insécurité alimentaire en RCA. L'unité d'analyse a été la préfecture, mais des analyses aux niveaux des sous-préfectures étaient effectuées pour mettre en évidence le niveau de sévérité de la crise alimentaire.

Ces données sont relatives à l'impact du conflit sur les ménages, la consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence, la disponibilité alimentaire et les chocs/risques alimentaires. Les données exhaustives sur la nutrition (enquête SMART) et la mortalité infantile n'étaient pas disponibles.

Le processus d'analyse a pris en compte la compilation des données suivant les outils IPC, l'analyse proprement dite et la validation des résultats par le membres du groupe de travail technique (GTT) de la sécurité alimentaire, désignés par le gouvernement et les partenaires.

3ème partie : Aperçu sur l'analyse de l'insécurité alimentaire de la capitale, Bangui

Les attaques armées récurrentes depuis décembre 2013 dans la ville de Bangui ont provoqué beaucoup de pertes en vies humaines, habitations et moyens d'existence. Selon la CMP parmi les 412 902 personnes déplacées en RCA en octobre 2014, 87 208 étaient recensées dans la capitale, soit 10% de la population de Bangui. D'autres personnes déplacées en provenance de Bangui sont toujours concentrées dans la sous-préfecture de Bimbo en périphérie de Bangui (y compris ceux hébergées à l'aéroport), soit 62 000 personnes.



Les déplacés de Bangui se sont principalement regroupés dans le 3^{ème} et le 7^{ème} arrondissement qui accueillent plus de la moitié des déplacés dans des sites (cf graphique ci-contre). Outre les déplacés dans les sites spontanés, d'autres sont hébergés dans les familles hôtes, ce qui constitue une charge supplémentaire sur leurs ressources.

Tel que mentionné par le graphique ci-contre de l'EFSA d'octobre 2014, les scores de consommation alimentaire limite et pauvre les plus élevés de plus de 20% se retrouvent dans les 7^{ème}, 6^{ème}, 8^{ème}, 5^{ème} et 4^{ème} arrondissements. De plus, l'analyse de l'insécurité alimentaire de Bangui a pris en considération les données fournies par UNICEF sur les admissions dans les centres nutritionnels. La classification de l'insécurité alimentaire à Bangui a aussi tenu en considération le niveau d'accès aux moyens d'existence et les pertes récentes et la situation sécuritaire.

EFSA d'octobre 2014, score de consommation alimentaire dans Bangui

	Consommation Pauvre	Consommation Limite	Consommation Acceptable	Consommation pauvre plus limite
2e Arrondissement	0.0%	0.0%	100.0%	0%
3e Arrondissement	0.0%	19.0%	81.0%	19%
4e Arrondissement	4.1%	16.3%	79.6%	20%
5e Arrondissement	7.9%	13.2%	78.9%	21%
6e Arrondissement	8.3%	29.2%	62.5%	38%
7e Arrondissement	5.6%	43.1%	51.4%	49%
8e Arrondissement	8.3%	33.3%	58.3%	42%

En superposant les indicateurs ayant appuyé l'analyse, la sous préfecture de Bimbo (préfecture de l'Ombella-M'Poko) qui accueille le plus de déplacés de Bangui est classée en phase 4 d'urgence. Les 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} arrondissements, sont classés en phase de crise (phase 3). Les arrondissements du 3^{ème} et 4^{ème} sont en phase sous-pression (phase 2) et les arrondissements du 1^{er} et 2^{ème} sont classés en phase 1 d'insécurité alimentaire minimale. En rapport avec les résultats d'analyse d'avril 2014, une amélioration est relevée en général, dans les 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} arrondissements en particulier. Les prix des produits alimentaires dans la ville de Bangui ont augmenté par rapport à la même période de l'année passée (avril-juin 2013). Les augmentations plus significatives par rapport à l'année passée sont pour la manioc (44%), mais (20%), huile de palme (32%), Riz local (43%) (Données ACF)

4ème Partie : Une orientation sur les estimations des populations en phase humanitaire

L'estimation des populations en phases IPC a été basée sur les scores de consommation et l'évolution des moyens d'existence fournis par l'enquête EFSA d'octobre 2014, en rapport avec les seuils de phase de crise et d'urgence proposés par l'IPC et les facteurs contributifs de l'analyse IPC. À noter que les données de population sont ceux utilisées par OCHA dans le cadre de HNO/SRP, et EFSA. Ils correspondent à la projection de la population pour 2015, en appliquant un taux de croissance de 2.5 par année depuis 2003. Cette évolution a permis de prendre en compte l'ensemble de la population rurale, de 4,1 millions de populations. En 2013 l'analyse était basée sur la population de 3,9 millions, qui ne comprend pas l'ensemble de la population actuelle (différence du 5%, entre 2013 et 2014, avec un taux de 2.5% appliqué par année).

Le tableau ci-après constitue le résultat indicatif des populations en phase humanitaire par préfecture, en milieu rural – en considération des difficultés à désagréger les données population pour Bangui.

Région		Population totale	Populations			population phase humanitaire (Phase 3&4)	population phase humanitaire (phase 3&4)
			Phase 1&2	Phase 3	Phase 4		
I	Ombella M'Poko	448465	343467	69405	35592	104998	23%
	Lobaye (hors Bangui)	310365	251873	37005	21487	58492	19%
II	Mambéré Kadéï	458611	238994	111423	108193	219617	48%
	Nana Mambéré	293759	228479	49920	15360	65280	22%
	Sangha Mbaéré	127068	120715	19060	529	19590	15%
III	Ouham Péndé	541221	265356	157637	118228	275865	51%
	Ouham	464174	275410	86646	102118	188764	41%
IV	Kémo	148874	116256	20909	13399	34308	23%
	Nana Gribizi	148115	86231	46666	22217	68884	47%
	Ouaka	347872	248825	78513	20534	99047	28%
V	Bamingui Bangoran	54346	36231	5435	4891	10326	19%
	Haute Kotto	113543	88755	20790	3998	24788	22%
	Vakaga	65694	49902	8540	3942	12482	19%
VI	Basse Kotto	313225	234379	58325	20522	78846	25%
	Mbomou	206188	165810	28351	12028	40378	20%
	Haut Mbomou	72416	51850	5504	15063	20566	28%
Total/Moyenne (hors Bangui)		4113936	2802533	804128	518101	1322229	32%
	BANGUI	839081	629103	168003	41975	209978	25%
	ZONE RURALE			1322229		32%	

Au total, 32% de la population rurale se trouvent en phase humanitaire, dont 19% en phase de crise et 12% en phase d'urgence, soient environ 1 320 000 de personnes.

Le calcul de la population en phase humanitaire de Bangui a été orienté par le score de consommation alimentaire, calibré suivant les seuils proposés par l'IPC. Ainsi, environ 25% de la population de Bangui est en phase humanitaire, dont 5% en phase 4 d'urgence et 20% en phase 3 de crise, totalisant ainsi 209 978 personnes.

Conclusions de l'analyse

Cette analyse a montré que 32% des populations du milieu rural et 25% de la population de Bangui est en phase humanitaire (phase 3 de crise et phase 4 d'urgence) et qu'une réponse immédiate est nécessaire. Réalisée en période des récoltes, l'analyse actuelle a montrée une amélioration par rapport à avril 2014 (période de soudure) et une détérioration par rapport à la même période de l'année passée, suite à l'effet cumulatif des conséquences de la crise sur les moyens d'existence et la consommation alimentaire. Dans le détail, le GTT estime ainsi que 1,5 million personnes sont en phase humanitaire, dont 1,3 million en milieu rural et environ 0.2 millions dans les quartiers de Bangui les plus affectés par la crise.

Recommandations pour les prochaines étapes

La présente analyse a utilisée au mieux les données disponibles au regard des outils IPC, et toutes les préfectures ont été analysées. Le GTT recommande au cluster sécurité alimentaire une mise à jour périodique des données à travers la surveillance multisectorielle, le partage d'information par les ONG membres du cluster, le suivi des données sur les interventions humanitaires. Recommandations pour le GTT en préparation de la prochaine analyse : **(1)** Capitaliser sur les membres formés pour constituer un noyau dur IPC compétent et stable (certification IPC niveau 1 et 2) ; **(2)** Inclure plus de participants des régions dès que la situation sécuritaire le permettra ; **(3)** Echanger avec la coordination humanitaire avant de déterminer la prochaine date du cycle IPC en fonction de la disponibilité des données et besoins d'analyse.

Contacts :

Groupe de Travail Technique IPC: gti_ipcrca@yahoo.fr et faocf@cf.fao.org

Unité de Soutien Globale de l'IPC: www.ipcinfo.org